



SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
10, RUE DU DOCTEUR FINLAY, 75015 PARIS
TÉL. : 01 45 78 24 62 – FAX : 01 45 78 24 66
www.gba-auditetfinance.fr

ARMINES

Association Loi 1901

*60, Boulevard Saint-Michel
75006 PARIS*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'association ARMINES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels l'association **ARMINES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Constitution des fonds dédiés

Conformément aux normes comptables applicables aux associations, votre association enregistre les subventions dès leur notification et pour leurs montants totaux. Votre association constitue dès lors des fonds dédiés au titre des ressources non consommées selon les modalités décrites dans la note 9 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ce traitement comptable et à revoir les calculs effectués par l'association. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Evaluation des travaux de recherche en cours d'exécution

Votre association constate l'activité selon les modalités décrites dans la note 7 de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des travaux de recherche à facturer ou facturés d'avance, à revoir les calculs effectués par l'association et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Dépréciation des créances clients

Votre association constitue des dépréciations de ses créances clients et subventions selon les modalités décrites dans la note 7 de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 14 avril 2025

Le Commissaire aux comptes
GBA AUDIT ET FINANCE

DocuSigned by:

0C508B758B8640B...

Xavier LECARON

60, BOULEVARD SAINT MICHEL
75272 PARIS CEDEX

ACTIF en €	31/12/2024			31/12/2023
	BRUT	Amortissements & Dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
Logiciels	2 595 665	1 867 128	728 536	808 097
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations incorporelles	2 595 665	1 867 128	728 536	808 097
Terrains				
Constructions				
Matériel scientifique	11 034 918	8 922 863	2 112 055	2 664 449
Autres immobilisations corporelles	3 491 773	3 232 256	259 517	288 272
Immobilisations corporelles en cours			0	0
Avances sur immobilisations corporelles	101 862		101 862	0
Immobilisations corporelles	14 628 553	12 155 119	2 473 434	2 952 721
Participations	1 189 182		1 189 182	1 189 182
Créances rattachées à des participations			0	0
Prêts	1 544 480		1 544 480	1 545 401
Autres immobilisations financières	11 190		11 190	48 270
Immobilisations financières	2 744 852	0	2 744 852	2 782 853
Total I	19 969 070	14 022 247	5 946 822	6 543 671
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes	32 178		32 178	88 785
Clients et comptes rattachés	12 079 402	2 456 018	9 623 384	8 833 349
Subventions et comptes rattachés	20 191 411		20 191 411	24 687 047
Autres créances	4 538 588		4 538 588	3 363 018
Disponibilités	14 997 691		14 997 691	20 180 384
Charges constatées d'avance	490 799		490 799	713 977
Total II	52 330 069	2 456 018	49 874 050	57 866 560
TOTAL GENERAL	72 299 139	16 478 266	55 820 873	64 410 232

60, BOULEVARD SAINT MICHEL
75272 PARIS CEDEX

PASSIF en €	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds de recherche	7 824 720	7 860 619
Réserve Compte Innovation et Modernisation Mines Paris PSL - ARMINES	959 678	787 053
Excédent ou déficit de l'exercice	-477 148	136 726
Situation Nette	8 307 250	8 784 398
Subventions d'investissements	270 363	480 800
Provisions réglementées		
Total I	8 577 613	9 265 198
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés sur subventions	15 271 576	19 089 515
Total II	15 271 576	19 089 515
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	493 700	524 146
Provisions pour charges	3 189 195	3 319 008
Total III	3 682 895	3 843 154
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 802 107	4 551 710
Clients - Avances et acomptes reçus	66 924	494 409
Subventions - Avances et acomptes reçus	6 484 715	5 932 141
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 061 831	2 866 381
Dettes fiscales et sociales	3 220 932	3 717 795
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	10 512 839	11 448 347
Produits constatés d'avance	3 139 439	3 201 582
Total IV	28 288 788	32 212 365
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	55 820 873	64 410 232

COMPTE DE RESULTAT en €	31/12/2024	31/12/2023	Variation 2024/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Activité directe	15 752 346	17 334 444	-1 582 098
Activité subventionnée	8 547 983	10 058 720	-1 510 738
Activité de l'exercice	24 300 328	27 393 164	-3 092 836
Subventions notifiées	4 682 557	5 938 277	-1 255 720
Subventions notifiées réalisées	-8 500 495	-9 620 135	1 119 639
Subventions notifiées	-3 817 938	-3 681 857	-136 081
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	460 924	444 221	16 703
Utilisation des fonds dédiés	8 500 495	9 620 135	-1 119 639
Autres produits	398 727	42 279	356 448
Total I	29 842 537	33 817 941	-3 975 404
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de matériel et autres approvisionnements	1 840 382	2 059 704	-219 322
Autres achats et charges externes	4 630 094	5 544 219	-914 125
Impôts et taxes et charges assimilées	906 610	982 523	-75 912
Salaires et traitements	11 627 952	12 392 791	-764 839
Charges sociales	5 299 512	5 205 235	94 278
Dotations aux amortissements	1 366 097	1 455 648	-89 551
Dotations aux provisions sur actif circulant	149 271	238 116	-88 845
Dotations aux provisions pour risques et charges	200 000	689 044	-489 044
Report en fonds dédiés	4 682 557	5 938 277	-1 255 720
Autres charges	178 952	446 941	-267 989
Total II	30 881 428	34 952 498	-4 071 070
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-1 038 891	-1 134 557	95 665
PRODUITS FINANCIERS			
Produits de participation	0	73 530	-73 530
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	380 960	208 007	172 952
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0	0
Différence de change	4 812	6 908	-2 096
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0
Total III	385 772	288 446	97 326
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements et provisions	0	0	0
Intérêts et charges assimilés	32 880	48 567	-15 687
Différence de change	1 271	5 443	-4 172
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0
Total IV	34 151	54 009	-19 858
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	351 621	234 436	117 184
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-687 271	-900 120	212 850
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opération de gestion	0	3 081 946	-3 081 946
Sur opération en capital	211 630	518 242	-306 612
TOTAL V	211 630	3 600 188	-3 388 557
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opération de gestion	1 508	2 479 842	-2 478 334
Sur opération en capital	0	0	0
TOTAL VI	1 508	2 479 842	-2 478 334
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	210 123	1 120 346	-910 223
Impôts sur les bénéfices (VII)	0	83 500	-83 500
Total des produits (I + III + V)	30 439 939	37 706 575	-7 266 636
Total des charges (II + IV + VI + VII)	30 917 087	37 569 849	-6 652 762
Excédent/Déficit	-477 148	136 726	-613 874

ARMINES
60, BOULEVARD SAINT-MICHEL
75272 – PARIS CEDEX 06

COMPTES ANNUELS 2024

ANNEXE

AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

1. PREAMBULE

L'association, organisme de recherche et de diffusion des connaissances, a pour objet de déployer les actions suivantes, principalement pour le compte de ses membres titulaires :

- Entreprendre et réaliser, en interne ou en collaboration, des actions de recherche et d'étude orientées dans le domaine scientifique, technique et économique.
- Gérer l'administration et le suivi d'exécution de la contractualisation de ces-dites actions de recherche et d'études/analyses, y compris à co-financement public national ou européen,
- Contribuer à la diffusion des connaissances techniques, scientifiques et économiques,
- Valoriser les résultats des actions de recherche menées par transfert des technologies qui en sont issues,
- Dispenser une formation à la recherche orientée, en vue de la diffusion et de l'application des résultats des actions de recherche dans l'industrie,
- Contribuer au perfectionnement d'ingénieurs et de cadres en mettant à leur disposition les moyens d'une formation permanente, telles les formations continues par Mastères Spécialisés,
- Réunir la documentation scientifique correspondant à son activité et la diffuser dans les milieux intéressés,
- Contribuer à soutenir la valorisation de l'excellence scientifique de la Recherche publique française.

Afin de favoriser la réalisation de cet objet, l'association peut fournir toutes prestations de services ou tous produits susceptibles de se rattacher, directement ou indirectement, à ces activités

2. FAITS MARQUANTS

L'exercice 2024 est le troisième exercice plein après l'adoption des nouveaux statuts en 2022 et la signature des conventions de quasi-régie avec Mines Paris et avec Université PSL. L'activité en quasi-régie a atteint près de 38%.

Armines poursuit sa stratégie de développement au sein de l'Université PSL en signant le 1er octobre 2024 une convention de quasi-régie avec l'Université Paris Dauphine-PSL. Des contacts sont établis avec d'autres établissements composantes pour élargir la base des écoles membres de l'Association et y développer son activité

3. GENERALITES

Le total du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à 55 821 k€.

L'exercice se solde par un résultat négatif de 477 k€.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 Décembre 2024.

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes sont arrêtés par le Président.

4. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les documents de synthèse, ci-dessous, ont été établis selon le règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- ✓ Continuité de l'exploitation,
- ✓ Indépendance des exercices,
- ✓ Et selon les règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels qui satisfont au respect du principe d'image fidèle.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques (ou d'acquisition).

Aucune modification n'est intervenue dans les méthodes d'évaluation retenues.

5. FISCALISATION

Le secteur lucratif (prestations technologiques, formation avec les entreprises, valorisation) créé conformément aux décisions du Conseil d'Administration du 29/06/2000, est régi selon les règles de fonctionnement d'une société commerciale.

L'activité du secteur lucratif est de 299 k€ pour un résultat fiscal de 24 k€.

6. IMMOBILISATIONS

6.1. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'association. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

Le montant des participations est de 1 189k€.

6.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles n'ont pas été réévaluées et figurent, ainsi, à leur coût historique d'acquisition.
Les durées d'utilisation des immobilisations sont les suivantes :

- Logiciels : de 1 à 10 ans
 - o GED 5 ans
 - o Reporting 2 ans
 - o ERMES 8 ans
- Matériel informatique : de 1 à 5 ans
- Autres matériels : de 1 à 15 ans

La valeur brute des immobilisations corporelles est de 14 629 k€ au 31/12/2024.

6.3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET INCORPORELLES EN COURS

La valeur brute des immobilisations incorporelles est de 2 596k€ au 31/12/2024.

7. CREANCES ET DETTES

Les créances (clients privés et subventions publiques) sont valorisées à leur valeur nominale.
Depuis l'exercice 2019, les créances clients privés sont dépréciées comme suit :

- Créances échues entre 1 an et 2 ans : 50%
- Créances échues depuis plus de 2 ans : 100%

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur subventions publiques s'apprécie au cas par cas.

TRAVAUX DE RECHERCHE A FACTURER

Les factures à établir ont fait l'objet d'une valorisation selon la méthode de suivi d'avancement des études contractuelles.

Les contrats non terminés en fin d'exercice sont évalués en prix de vente et en fonction du degré d'avancement des recherches.

De ce fait, les factures à établir ont été chiffrées à 11 060 k€ et sont réparties sur l'activité directe et sur l'activité subventionnée. Les produits perçus d'avance s'élèvent à 3 139 k€.

CREANCES ET DETTES ISSUES DE LA CONVENTION DE MANDAT DE QUASI REGIE MINES PARIS

Le mandat de facturation et d'encaissement « au nom et pour le compte de » lié à la quasi régie induit un schéma de comptabilisation particulier :

- La facturation « au nom et pour le compte de » se traduit par une comptabilisation en débiteurs et créditeurs divers respectivement de la créance du client du partenaire de quasi régie et de la dette d'Armines vis-à-vis du partenaire du montant de la somme facturée.
- Au règlement du client, la créance est soldée et Armines doit solder sa dette et reverser au partenaire de quasi régie les sommes encaissées pour son compte.

Au 31/12/2024, les créances issues de la quasi régie s'élèvent à 3 943 k€ et les dettes à 4 960 k€.

EMPRUNTS

À la suite de l'autorisation du CA d'ARMINES de souscrire un prêt de type PGE de 12 M€, en juillet 2020, ARMINES a bénéficié de 2 prêts garantis par l'Etat (PGE), auprès de la BNP et du LCL, chacun de 4,5 M€. En 2021, Armines a remboursé 1 million sur chacun de ces 2 emprunts à l'échéance annuelle et a choisi de bénéficier d'une 2ème année franche de remboursement de capital, donnant lieu à paiement d'intérêts puis d'amortir le remboursement du solde des emprunts sur 4 ans. L'année franche s'est achevée en juillet 2022 et le remboursement de capital a commencé en août 2022.

8. TRESORERIE

Dans le cadre de la fusion de trésorerie, les différents comptes bancaires ouverts au sein d'une même banque sont présentés au bilan pour leur position nette globale à la clôture de l'exercice.

9. SUBVENTIONS NOTIFIEES ET FONDS DEDIES

Pour respecter les normes comptables visant notamment à aboutir à une plus grande lisibilité vis-à-vis des financeurs, les subventions sont enregistrées dès leur notification pour leurs montants totaux notifiés. La variation des montants notifiés est constatée sur la ligne « subventions notifiées ».

D'autre part, les subventions notifiées donnent lieu à comptabilisation d'une charge en « report en fonds dédiés » pour la fraction non encore utilisée à la clôture de l'exercice et conduisent ainsi à la constitution de fonds dédiés au passif du bilan.

Les ressources consommées lors de l'exercice et relatives à des subventions notifiées précédemment sont enregistrées en « utilisation des fonds dédiés ».

10. PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Le coût de cet avantage est déterminé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Les gains ou pertes actuariels ne sont comptabilisés en produits ou en charges que lorsque leur cumul excède 10% du montant de l'obligation méthode dite du « corridor ».

Ces gains ou pertes actuariels sont alors répartis sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements sociaux prévus par l'accord d'entreprise du 29/03/2000 sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,38 %,
- Taux moyen de rotation du personnel : selon tables d'expérience,
- Age de départ en retraite des cadres et non cadres : 64 (<= 55 ans) et entre 62 et 63,75(>55 ans),
- Départ volontaire des salariés,
- Taux d'évolution des salaires : 3 %,
- Taux de charges sociales : 55%.

Régimes à prestations définies : indemnités de fin de carrière

<i>Suivi de la provision à fin décembre en K€</i>	31/12/2023	31/12/2024
Engagement de clôture	2 743	2 751
Pertes (gains) actuariels non reconnus	308	181
Coût des services passés non reconnus	-132	-118
Actifs de couverture	-	-
Provision nette comptabilisée	2 919	2 814

11. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

ANNEXE 1

PASSIF

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES
(EN K€)

Variation des fonds propres (montants en k€)	31/12/2023	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		31/12/2024
	Montant	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant	dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	7 861	- 36						7 825
Fonds propres avec droit de reprise								
Écarts de réévaluation								
Réserves	787	173						960
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice	137	- 137				477		- 477
Subventions d'investissement	481					210		270
Total	9 265	0	0	0	0	688	0	8 578

FONDS DEDIES
(EN K€)

	FONDS DEDIES 31/12/23	Ajustement 2023	UTILISATION DES FONDS DEDIES	REPORT EN FONDS DEDIES	FONDS DEDIES 31/12/24
. SUBVENTIONS FRANCE	6 398		2 965		3 432
. SUBVENTIONS EUROPE	7 740		2 674	2 130	7 195
. ABONDEMENT	4 952		2 861	2 553	4 644
	19 090	0	8 500	4 683	15 272

Nb : La diminution des fonds dédiés de 3 818 K€ figure au compte de résultat.

ANNEXE 2

FACTURES A ETABLIR ET PRODUITS PERCUS D'AVANCE
(EN K€)

FACTURES A ETABLIR			
	31/12/2024	31/12/2023	Variation
DIRECTE	4 870	3 582	1 288
SOUS-TOTAL (1)	4 870	3 582	1 288
SUBVENTIONS	6 190	7 282	-1 092
. ETAT	2 062	3 150	-1 088
. C. E.	4 128	4 132	- 4
SOUS-TOTAL (2)	6 190	7 282	-1 092
TOTAL	11 060	10 864	196

PRODUITS PERCUS D'AVANCE (3)			
	31/12/2024	31/12/2023	Variation
DIRECTE	2 567	2 299	268
SUBVENTIONS	572	903	- 330
. ETAT	521	903	- 382
. C. E.	52	0	52
TOTAL	3 139	3 202	-62

SOLDE NET	7 920	7 662	258
-----------	-------	-------	-----

(1) Incorporé à l'actif du bilan, dans le poste "Clients".
(2) Incorporé à l'actif du bilan, dans le poste "Subventions".
(3) Au passif du bilan "Produits perçus d'avance".

ANNEXE 3

ACTIVITE (EN K€)

DIRECTE	31/12/2024	31/12/2023
. FRANCE	14 759	16 136
<i>dont prestations de Quasi régie</i>	<i>8 108</i>	<i>5 120</i>
. EUROPE hors C. E.	791	653
. Exportation autres pays	202	546
SOUS-TOTAL	15 752	17 334
SUBVENTIONNEE	31/12/2024	31/12/2023
. FRANCE	2 858	4 460
. C. E.	3 242	3 000
. ABONDEMENT CARNOT	2 448	2 598
SOUS-TOTAL	8 548	10 059
TOTAL ACTIVITE	24 300	27 393

RECAPITULATIF	31/12/2024	31/12/2023
Secteur non lucratif	24 002	25 847
Secteur lucratif	299	1 546
<i>. Prestations technologiques</i>	<i>113</i>	<i>- 6</i>
<i>. Revenus des titres de propriété intellectuelle</i>	<i>185</i>	<i>1 552</i>
TOTAL	24 300	27 393

ANNEXE 4

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES (EN K€)

CREANCES	Montant Brut	Échéances	
		jusqu'à 1 an	à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	1 556	58	1 498
. Créances liées à des participations			
. Prêts	1 544	58	1 487
. Autres créances	11	0	11
Créances de l'actif circulant	36 842	29 603	7 239
. Avances et acompte	32	32	0
. Créances	12 079	12 079	0
<i>* Facturation</i>	7 210	7 210	0
<i>* Factures à établir</i>	4 870	4 870	0
. Subventions et abondements	20 191	12 952	7 239
<i>* Facturation subventions</i>	6 190	6 190	0
<i>* Subventions en cours</i>	1 077	1 077	0
<i>* Subventions notifiées</i>	10 628	5 009	5 618
<i>* Abondements (yc fonds dédiés)</i>	2 297	677	1 621
. Autres créances	4 539	4 539	0
<i>* Personnel</i>	21	21	0
<i>* Organismes sociaux</i>	57	57	0
<i>* Etat - Impôts et taxes</i>	457	457	0
<i>* Créances contractants QR</i>	3 943	3 943	0
<i>* Autres</i>	60	60	0
Charges constatées d'avance	491	447	44
TOTAL	38 888	30 107	8 781

DETTES	Montant Brut	Échéances	
		jusqu'à 1 an	à plus d'un an
Dettes financières	2 802	1 766	1 036
Avances et acomptes	6 552	6 552	0
. Clients	67	67	0
. Subventions	6 485	6 485	0
Autres dettes	15 796	15 772	24
. Dettes fournisseurs	2 062	2 038	24
. Dettes fiscales et sociales	3 221	3 221	0
* Personnel	380	380	0
* Organismes sociaux	1 052	1 052	0
* Etat - Impôts et taxes	1 789	1 789	0
dettes fiscales et sociales			0
. Autres dettes	10 513	10 513	0
* Comptes de reversement coordination Europe/France	4 800	4 800	0
* Partenaires QR	4 960	4 960	0
* Autres	753	753	0
Produits constatés d'avance	3 139	3 139	0
TOTAL	28 289	27 228	1 060

ANNEXE 5

ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

(EN K€)

NATURE DES PROVISIONS	MONTANT EN DEBUT D'EXERCICE 01/01/2024	DOTATIONS DE L'EXERCICE	TRANSFERTS	REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANT EN FIN D'EXCERCICE 31/12/2024
POUR RISQUES ET CHARGES					
. Risques	524	200		230	494
. Engagement à l'égard du personnel	2 919	0		105	2 814
. Charges	400			25	375
SOUS-TOTAL	3 843	200	0	360	3 683
POUR DEPRECIATION					
. Clients	2 341	149		34	2 456
. Titres de participation	0	0		0	0
SOUS-TOTAL	2 341	149	0	34	2 456
TOTAL	6 184	349	0	394	6 139

ANNEXE 6

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

(EN K€)

IMMOBILISATIONS	VALEUR BRUTE EN DEBUT D'EXERCICE 01/01/2024	ACQUISITIONS	CESSIONS MISE AU REBUT	VIREMENTS DE COMPTE A COMPTE	VALEUR BRUTE EN FIN D'EXERCICE 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
. Logiciels	2 557	117	78		2 596
. Immobilisations incorporelles en cours	0		0		0
SOUS-TOTAL	2 557	117	78	0	2 596
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
. Matériel de laboratoire	10 583	452		0	11 035
. Matériel informatique	2 224	85	87		2 222
. Installations et agencements	846	48	10		884
. Matériel de transport	28				28
. Matériel de bureau	91				91
. Mobilier de bureau	266	5	3		267
. Immobilisations corporelles en cours	0			0	0
. Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0	102			102
SOUS-TOTAL	14 038	692	101	0	14 629
TOTAL	16 594	809	179	0	17 224

ANNEXE 7

ETAT DES AMORTISSEMENTS

(EN K€)

AMORTISSEMENTS	VALEUR EN DEBUT D'EXERCICE 01/01/2024	DOTATION D'EXERCICE	SORTIE D'EXCERCICE	VALEUR EN FIN D'EXCERCICE 31/12/2024
Immobilisations Incorporelles				
LOGICIELS	1 749	197	78	1 867
SOUS-TOTAL	1 749	197	78	1 867
Immobilisations Corporelles				
. Matériel de laboratoire	7 918	1 004		8 923
. Matériel informatique	2 036	126	87	2 075
. Installations et agencements	749	36	9	777
. Matériel de transport	28	0		28
. Matériel de bureau	91	1		91
. Mobilier de bureau	263	2	3	262
SOUS-TOTAL	11 085	1 170	99	12 155
TOTAL	12 834	1 366	177	14 022

ANNEXE 8

ETATS DES CHARGES A PAYER
(En K€)

PASSIF	31/12/2024
Factures non parvenues	829
Congés payés	401
Primes et autres	150
Autres charges à payer	517
TOTAL	1 898

ANNEXE 9

**ENGAGEMENT HORS BILAN
(En K€)**

ENGAGEMENTS FINANCIERS	31/12/2024
Garanties bancaires	16

ANNEXE 10

EFFECTIF MOYEN

EFFECTIF DU PERSONNEL	2024	2023
Effectif moyen	275	313

ANNEXE 11

TABLEAU FILIALES ET PARTICIPATIONS (1)

(en K€)

	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (9)	Quote-part du capital détenue (en pourcentag e)	Valeurs comptables des titres détenus (5) (7)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (8)	Montant des cautions et avals donnés par l'associati on	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (9)	Dividendes encaissés par l'associatio n au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3). 1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par l'association). TRANSVALOR RCS CANNES B 331 211 466 2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par l'association).	424	9 021	69%	520	520	0	0	11 976	-326	0	Clôture au 31/12/2023
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations. 1. Filiales non reprises au § A. a. Filiales françaises (ensemble) b. Filiales étrangères (ensemble) (4) 2. Participations non reprises au § A. a. Dans des sociétés françaises (ensemble) b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				669	669						

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes co réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Parité utilisé : Néant

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(8) Mentionner dans cette colonne le des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le

(9) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.